

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Marché de Travaux

Objet :

Presqu'Ile de Crozon (29) - Construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface

Consultation n°7210 : Lot n°1 : Travaux de terrassement / VRD / Génie civil

Consultation n°7318 : Lot n°3 : Travaux de revêtement et équipement sportif

TABLE DES MATIERES

Article 1.	Dispositions générales.....	6
1.1.	Objet et localisation des travaux.....	6
1.2.	Intervenants à l'opération.....	6
1.2.1.	Représentation du maître d'ouvrage	6
1.2.2.	Conducteur d'opération	6
1.2.3.	Maîtrise d'œuvre	6
1.2.4.	Contrôle technique	7
1.2.5.	Coordination SPS (CSPS)	7
1.2.6.	Coordination SSI	7
1.2.7.	Plateau technique de coordination	7
1.2.8.	Commandement de l'Ile Longue (COMILO).....	8
1.2.9.	Etat-major de la marine (EMM) – Autorité de synthèse	8
1.2.10.	Autres intervenants	8
1.2.11.	Titulaire et représentant du titulaire.....	8
1.3.	Allotissement	8
1.4.	Tranches Optionnelles	9
1.5.	Marchés de prestations similaires	9
Article 2.	Pièces contractuelles.....	9
2.1.	Pièces particulières	9
2.2.	Pièces générales.....	9
2.3.	Mémoire technique	10
2.4.	Conformité des documents contractuels.....	10
Article 3.	Modalités de communication.....	10
3.1.	Forme de communication	10
3.2.	Ordres de Service	11
Article 4.	Prix et règlement des comptes.....	11
4.1.	Avance.....	11
4.1.1.	Avance au titulaire.....	11
4.1.2.	Avance au sous-traitant.....	11
4.1.3.	Modalités de paiement et de remboursement	11
4.2.	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	11
4.2.1.	Forme et contenu des prix.....	11
4.2.2.	Facilités accordées au titulaire	13
4.3.	Variation des prix	13
4.3.1.	Mois d'établissement des prix du marché.....	13
4.3.2.	Mode de variation des prix.....	13
4.3.3.	Modalités de calcul de variation des prix	13
4.3.4.	Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues	14
4.3.5.	Variation provisoire	14
4.4.	Application de la TVA	14
4.5.	Paiement et règlement des comptes.....	14
4.5.1.	Généralités.....	14
4.5.2.	Demandes de paiement	15
4.5.3.	Frais d'immobilisation	15
4.5.4.	Établissement des états d'acompte	15
4.5.5.	Demande de paiement final	15

4.5.6.	Décompte général	15
4.5.7.	Délais de paiement	16
4.5.8.	Rémunération sur approvisionnement	16
4.5.9.	Paiement des groupements et des sous-traitants.....	16
4.6.	Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire	17
4.6.1.	Prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	17
4.6.2.	Augmentation du montant des travaux	17
4.6.3.	Retenue de garantie	18
Article 5.	Délais	18
5.1.	Délais d'exécution des travaux	18
5.1.1.	Calendrier détaillé	18
5.1.2.	Prolongation des délais d'exécution.....	18
5.2.	Délai de remise des documents fournis après exécution	18
Article 6.	Réalisation des ouvrages	19
6.1.	Obligations du titulaire	19
6.1.1.	Obligation de conseil	19
6.1.2.	Obligation de résultat	19
6.1.3.	Connaissance acquise	19
6.2.	Implantation des ouvrages.....	20
6.2.1.	Piquetage Général	20
6.2.2.	Piquetage spécial	20
6.2.3.	Période de préparation, programme d'exécution des travaux	20
6.2.4.	Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail.....	22
6.2.5.	Documents à fournir après exécution	22
6.2.6.	Organisation, sécurité et protection de la santé	23
6.2.7.	Réunions et visites de chantier.....	26
Article 7.	Réception, garanties et assurances	27
7.1.	Réception	27
7.2.	Prise de possession avant l'achèvement des travaux.....	27
7.3.	Mise à disposition temporaire	27
7.4.	Repliement des installations de chantier et remise en état	27
7.5.	Garantie de parfait achèvement	27
7.6.	Garantie de bon fonctionnement	28
7.7.	Garanties particulières	28
7.8.	Mesures conservatoires.....	29
7.9.	Assurance	29
7.10.	Responsabilité et assurances.....	30
7.11.	Responsabilité	30
Article 8.	Pénalités et retenues.....	30
8.1.	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux.....	30
8.2.	Autres pénalités et retenues.....	30
8.2.1.	Lutte contre le travail dissimulé	30
8.2.2.	Manque d'assiduité aux réunions de chantier	31
8.2.3.	Inobservation des mesures de sécurité.....	31
8.2.4.	Violation des consignes relatives aux déchets de chantier	31
8.2.5.	Non-respect du délai de transmission des demandes de contrôle primaire des personnes physiques.....	31

8.2.6.	Non-respect des consignes de protection du secret	31
8.2.7.	Non-respect des exigences de sécurité pour la présentation d'un sous-traitant	31
8.2.8.	Manquement aux obligations de propreté	32
8.2.9.	Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves de réception	32
8.2.10.	Pénalités pour non remise des documents prévus au marché ou pour remise de.....	32
	documents non conformes	32
8.2.11.	Manquements à l'obligation de transmission du DOE	32
8.3.	Cumul et plafonnement	32
Article 9.	Confidentialité, mesures de sécurité.....	32
9.1.	Protection des documents « diffusion restreinte »	32
9.1.1.	Conservation, destruction et reproduction.....	32
9.1.2.	Transmission papier des documents Diffusion restreinte.....	33
9.1.3.	Traitement informatisé d'information "Diffusion Restreinte"	33
9.2.	Traitement des documents portant la mention « Spécial France » (SF).....	34
9.3.	Protection du secret.....	34
9.4.	Mesures de sécurité relatives à l'accès au site	35
9.4.1.	Contraintes d'accès pour les personnes physiques.....	36
9.4.2.	Contraintes d'accès pour les véhicules.....	36
9.4.3.	Mise en Œuvre des mesures de sécurité.....	36
9.4.4.	Accès aux ouvrages objet de la mission	36
9.5.	Protection des données à caractère personnel	36
Article 10.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail.....	37
Article 11.	Clauses sociales et environnementales.....	37
11.1.	Insertion par l'activité économique.....	37
11.2.	Clause environnementale.....	37
11.2.1.	Utilisation de bois certifié.....	37
11.2.2.	Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux	38
11.2.3.	Certificats d'Economies d'Energie (CEE)	39
11.2.4.	Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)	39
11.2.5.	Registre des déchets.....	39
11.2.6.	Présentation des livrables	39
Article 12.	Coordination des activités du site	39
Article 13.	Propriété Intellectuelle.....	39
Article 14.	Différends et litiges.....	39
14.1.	Décompte général refusé ou avec réserves	39
14.2.	Mémoire en réclamation.....	40
14.3.	Droit applicable	40
14.4.	Mission ministérielle PME/PMI	40
Article 15.	Dispositif de vigilance avec « e-Attestation ».....	41
15.1.	Présentation du dispositif « e-Attestation »	41
15.2.	Documents à produire.....	41
Article 16.	Résiliation du marché	41
Article 17.	Dérogations au CCAG Travaux.....	42

LISTE DES ANNEXES

I. Pièces NP transmises par PLACE

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe	Article du CCAP en référence
1	Plan Général de Coordination SPS (PGCSPS)	1.2.5
2	Modèle type formulaire DC4 Rang 1 et Rang 2	4.5.9.2 et 4.5.9.3
3	Procédure ACID	9.1.3
4	Fiche renseignement dirigeant - Enquête Administrative de la Personne Morale (EAPM)	9.3
5	Formulaire « Demande de contrôle primaire »	9.3
6	Déclaration individuelle pour Marchés Sensible	9.3
7	Modèle de SOGED	11.2.4
8	Registre des déchets	11.2.5

II. Pièces DR insérées dans le dossier « DCE 7210-7318 CCAP Annexes DR » transmises en phase OFFRE par container Z par PLACE

Sous-dossier	Intitulé de l'annexe	Article du CCAP en référence
Coordination des activités du site	IQS_CDT_N_02_Organisation_pour_la_coordination_des_activites_de_la_base	1.2.7 et Article 12
Consignes de l'établissement	IQS_SST_N_12_Recueil des dispositions de prévention IQS PRODEF N°6_Organisation_des_prises_de_vue IQS_SST_N_9 Permis de feu	6.3.1 et 6.3.4.6
Règles d'accès de comportement et de sécurité	IQS_DS N_01_Ind C_Accès des personnes_ILO IQS_DS_n°_06_accès et stationnement_véhicules	6.3.4., 9.4.1 et 9.4.2

ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent la construction d'une emprise sportive et d'une hélisurface sur la presqu'Ile de Crozon (29).

La construction de l'ouvrage est décomposée en lots techniques définis à [l'article 1.3 du présent CCAP](#).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques, selon le lot, sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Intervenants à l'opération

1.2.1. Représentation du maître d'ouvrage

Le directeur de l'établissement du service d'infrastructure de la défense (ESID) de Brest, agissant en tant que maître d'ouvrage (MOA), désignera, dès la notification du marché, les personnes physiques habilitées à le représenter et les délégations de signature qui leur sont accordées.

1.2.2. Conducteur d'opération

La conduite d'opération (CO) est assurée par le Chef de la Division Ile Longue (DIV ILO) et exécutée par le bureau CO/INFRA de cette division en qualité de représentant de la conduite d'opération.

Pour ce qui relève de sa compétence et sans préjudice des responsabilités du maître d'œuvre, les missions du conducteur d'opération consistent essentiellement à :

- assurer le suivi des prestations objet du marché,
- contrôler la qualité d'exécution des prestations,
- mener les différentes réunions de suivi de contrat,
- assurer le suivi du contrat financier et le paiement du titulaire.

1.2.3. Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par un prestataire privé mandaté par l'ESID de Brest au titre du marché BSTSAI_4649 du 25/09/2023.

Le titulaire de ce marché est le groupement :

SOGETI INGENIERIE AIRPORTS (mandataire)/ REAL SPORT INGENIERIE (co-traitant)

SOGETI INGENIERIE AIRPORTS (mandataire)

31 rue Thomas Edison

33610 CONEJAN

REAL SPORT INGENIERIE (co-traitant)

45 chemin du Fraton

38140 APPRIEU

La mission de maîtrise d'œuvre d'ensemble, ayant pour objectif principal une coordination générale des maîtrises d'œuvre particulières, est constituée des éléments de missions ci-dessous :

- AVP : Etudes d'Avant-Projet ;
- PRO : Etudes de Projet ;
- ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux ;
- VISA : Visa des études d'exécution ;

- DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- AOR : Assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de la réception.

A cette mission de maîtrise d'œuvre d'ensemble sont annexées les missions complémentaires ci-après :

- Organisation Planification Coordination pour toutes les phases du marché.

1.2.4. Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

Bureau Veritas Construction

26 rue de l'Eau Blanche – 29200 Brest

L'avis du contrôleur technique portera sur les points suivants :

Mission de base :

- Mission L : portant sur la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;

Cette mission de base est définie dans l'**annexe A de la norme NFP 03-100**.

Missions complémentaires :

- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
- Mission VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques
- Mission CONSUEL relative à la vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension

Une copie du Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) est jointe au CCTP.

1.2.5. Coordination SPS (CSPS)

Pour l'exécution du présent marché, la personne publique est assistée d'un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé dont la mission, **de catégorie 2**, couvrira notamment la phase de réalisation des travaux. La coordination SPS sera assurée par M. **KELLER** de la société :

Bureau Veritas Construction

26 rue de l'Eau Blanche – 29200 Brest

Téléphone : 09 69 39 10 09

Le Plan général de coordination SPS (PGCSPS) est joint en [annexe 1 au présent CCAP](#).

1.2.6. Coordination SSI

La nature des travaux faisant l'objet du marché n'implique pas l'intervention d'un coordinateur des systèmes de sécurité incendies.

1.2.7. Plateau technique de coordination

Afin de planifier et de coordonner les opérations d'infrastructures et de travaux entre elles, tout en intégrant les activités liées au maintien de la posture, un Plateau Technique de Coordination (PTC) a été créé sur le site de l'Île Longue. Son rôle est d'assurer une mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination générale sur l'ensemble de la Base, en particulier sur le périmètre de la Zone Bassins.

Il regroupe des intervenants des différentes entités étatiques et privées intervenant sur le site ainsi que du personnel de la société ASSYSTEM.

Le titulaire interviendra en lien étroit avec cet intervenant au titre de sa mission, en phase de réalisation notamment. Au titre de l'exécution de sa mission, le titulaire peut être amené à assister sur convocation à une réunion du PTC pour présenter au côté de la maîtrise d'ouvrage (MOA) la nature des prestations dont il a la responsabilité. Il se tient également à disposition de la MOA pour tout besoin concernant la coordination de ses prestations avec les activités du site.

Le mode de fonctionnement de l'entité est décrit dans l'annexe [« IQS_CDT_N_02_Organisation_pour_la_coordination_des_activité_de_la_base »](#), disponible dans le dossier [« DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR »](#)).

1.2.8. **Commandement de l’Ile Longue (COMILO)**

Le Commandement de l’Ile Longue (COMILO) et l’ensemble de ses services exploitants sont des acteurs clefs dans le cadre des activités menées sur le site de l’Ile Longue.

En effet, COMILO est chargé de l’exploitation, de la conduite des installations et se positionne comme responsable Santé et Sécurité au Travail (SST), Sûreté Nucléaire (SN) et sécurité du site. A ce titre, COMILO a des prérogatives notamment en ce qui concerne :

- l’expression des besoins ;
- les autorisations à obtenir en vue du lancement des travaux ;
- la qualification des installations après travaux ;
- la conduite des installations post-réalisation.

1.2.9. **Etat-major de la marine (EMM) – Autorité de synthèse**

L’EMM peut être amené à intervenir dans le cadre de la présente opération en tant qu’autorité de synthèse dont les avis seront, le cas échéant, pris en compte par le titulaire.

1.2.10. **Autres intervenants**

D’autres intervenants pourront interagir au titre de l’exécution du présent marché, en particulier :

- le Commandement des forces sous-marines océaniques stratégiques (ALFOST), autorité hiérarchique de COMILO ;
- la Direction Générale de l’Armement (DGA) ;
- les différents opérateurs économiques privés intervenant sur le site de la Base Opérationnelle de l’Ile Longue ;
- l’Inspection du Travail des Armées – Antenne de Brest.

1.2.11. **Titulaire et représentant du titulaire**

Le titulaire du marché est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des intervenants qu’il a désignés.

Le titulaire s’engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un correspondant qui sera l’interlocuteur privilégié de l’administration. Cette fonction doit être assurée de façon continue (intérim à prévoir en cas d’absence). Cet interlocuteur correspond au profil figurant dans l’offre du titulaire. Le titulaire s’engage à informer, sans délai, le maître d’ouvrage de toute modification d’interlocuteur(s) désigné(s). Le maître d’ouvrage est en droit de refuser un correspondant par décision motivée et d’exiger une nouvelle désignation notamment s’il ne répond pas aux exigences de la personne publique en terme de capacités techniques ou professionnelles.

Il sera présent sur site s’il est convoqué par le responsable de l’ESID et aura un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du titulaire, il est notamment responsable :

- du suivi du contrat ;
- de l’organisation du travail ;
- du contrôle de la qualité des prestations ;
- de la discipline et du respect des consignes et règles sur sites par le personnel intervenant ;
- du respect du code du travail ;
- du respect des règles SST et du port des EPI ;
- du respect de l’application des plans de prévention ;
- du respect des plannings.

Le titulaire est soumis à un certain nombre d’obligations mentionnées à [l’article 6.1 du présent CCAP](#).

1.3. Allotissement

L’opération de création de l’emprise sportive et de l’hélisurface est allotie en 3 lots.

Les lots n°1 et n°3 font l'objet de deux MAPA travaux, objet du présent marché, la décomposition en lots est définies comme suit :

Lot n°1	Travaux de terrassement /VRD / Génie civil	La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chacun des lots.
Lot n°2	Travaux d'électricité / Eclairage / Accessoires aéronautiques	Marché subséquent à l'accord-cadre n°5641 pour la réalisation de travaux sur installation et réseaux électriques HT/BT et travaux sur installations Systèmes Sécurité Incendie
Lot n°3	Travaux de revêtement et équipements sportifs	La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chacun des lots.

1.4. Tranches Optionnelles

Le marché n'est pas divisé en Tranches Optionnelles.

1.5. Marchés de prestations similaires

Sans objet

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Par **dérogation au 4.1 du CCAG Travaux**, le marché est régi par les documents ci-après cités par ordre de priorité décroissante.

L'exemplaire original de ces pièces est conservé dans les archives du maître d'ouvrage et fait seul foi.

2.1. Pièces particulières

1. L'**Acte d'Engagement (AE)** et ses annexes.
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** et ses annexes.
3. Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** et ses annexes. Les spécifications non portées au CCTP, mais inscrites sur les plans contractuels fournis par l'administration ont même valeur que celles des CCTP. En cas de contradiction entre les pièces écrites du CCTP et les plans, les dispositions des pièces écrites prévalent. En cas de contradiction entre plusieurs plans, la priorité sera accordée aux plans dressés à la plus grande échelle.

2.2. Pièces générales

4. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales relatif aux marchés publics de travaux** en vigueur au moment de publicité de l'avis d'appel public à la concurrence relatif au présent marché (CCAG Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021).
5. Les fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux de génie civil lors de la notification du marché.
6. Les documents techniques unifiés dont la liste est publiée dans les e-Cahiers du CSTB, en vigueur à la date de notification du marché.
7. Les différents documents techniques, normes et recommandations professionnelles citées dans le **CCTP** et ses annexes.

2.3. Mémoire technique

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, le mémoire technique ne sera pas contractualisé. Cependant le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de rendre contractuel tout ou partie du mémoire technique.

Dans ce cadre, les éléments de l'offre, rendus contractuels, contredisant les documents de priorité supérieurs définis aux articles 2.1 et 2.2 du présent CCAP ne pourront pas s'appliquer. Par conséquent, le maître d'ouvrage ne peut être engagé par les termes du mémoire technique qui seraient contraires aux clauses prévues dans les documents contractuels de priorité supérieure.

2.4. Conformité des documents contractuels

Tous les documents faisant partie du marché sont réputés cohérents entre eux et complémentaires dans leur ordre de prévalence. L'absence d'énumération d'une annexe au titre du présent article n'a pas pour effet de la rendre inopposable dès lors qu'un document contractuel y renvoie.

Le titulaire a l'obligation de vérifier la documentation mise à sa disposition et de signaler au maître d'ouvrage dès qu'il en a connaissance, les erreurs, omissions ou contradictions normalement décelables par l'homme de l'art (voir également les dispositions de l'article 6.1 du présent CCAP).

Si, en cours d'exécution du marché, le titulaire détecte des manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences entre des courriers échangés et le marché, il est de sa responsabilité d'informer immédiatement le maître d'ouvrage de ces manques, omissions, erreurs, imprécisions ou incohérences, sans qu'il puisse s'en prévaloir à défaut.

Pour rappel, **aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents transmis par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché**. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3. MODALITES DE COMMUNICATION

3.1. Forme de communication

En complément de l'article 3.1 du CCAG travaux, les communications d'informations sont faites dans les conditions suivantes :

La notification au titulaire des décisions ou informations de l'ESID de Brest qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par voie postale, en courrier recommandé avec accusé de réception ;
- soit par voie postale (hors recommandé), adressé en deux exemplaires au titulaire, qui renvoie immédiatement au RPA l'un des deux exemplaires après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu,
- soit par échanges dématérialisés, le titulaire renvoie immédiatement un courriel attestant la bonne réception de la décision ou de l'information, avec en pièce jointe la/les document(s) qu'il a reçu.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

La date de référence prise en compte pour le décompte des délais de réponse ou de traitement de ces informations, est la date de notification (date de réception) des décisions et des informations transmises dans les conditions prévues au présent article.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Les parties conviennent qu'en cas de conflit entre un écrit sur support papier et un écrit sur support électronique, l'écrit sur support papier prévaut.

Le titulaire du marché est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au maître d'ouvrage.

Les modalités de transmission des communications « protégées » adressées au titulaire ou mandataire sont fixées aux articles suivants :

- article 9.1.3 du présent CCAP pour les documents protégés par la mention « Diffusion Restreinte » (DR) ;

3.2. Ordres de Service

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG de travaux, à l'exception des décisions en terme de délais d'exécution, de durée et de montant des travaux qui sont soumises notamment aux dispositions de l'article 4.6.2 du présent CCAP, le maître d'œuvre est chargé d'émettre tous les Ordres de Service à destination du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG travaux, les Ordres de Service doivent être écrits, datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre qui les adresse au titulaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG, dans le cas où le titulaire souhaite émettre des observations sur un ordre de service, ce dernier devra les notifier dans un délai de 15 jours, à compter de la date de réception de l'ordre de service, au maître d'œuvre avec copie au MOA dans tous les cas.

ARTICLE 4. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Avance

4.1.1. Avance au titulaire

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG, une avance est versée au titulaire, sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement (article B4), lorsque le montant des travaux est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à deux mois.

Cette avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG et en application de l'article R.2191-7 du CCP, le montant de l'avance est fixé à **30%** du montant initial TTC du marché diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze (12) mois. Si ce délai est supérieur à douze (12) mois, l'avance est égale à **30%** d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des travaux exprimé en mois.

4.1.2. Avance au sous-traitant

Les sous-traitants de premier rang bénéficiant du paiement direct peuvent prétendre, quel que soit le montant des prestations réalisées, au versement d'une avance, sur leur demande, dès lors que le titulaire remplit les conditions au 4.1.1 ci-avant énoncées. Cette avance ne peut pas excéder **30%** du montant des travaux sous-traités.

4.1.3. Modalités de paiement et de remboursement

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de **trente (30) jours** comptés à partir de la date de début des travaux.

Les modalités de remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux dispositions des articles R. 2191-11 et R.2191-12 du Code de la Commande Publique.

Le remboursement débute lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire atteint 50% des montants TTC et se termine lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire a atteint 80% des montants TTC.

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire. Le titulaire prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant de premier rang.

Si le marché est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'Acte d'Engagement.

4.2. Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

4.2.1. Forme et contenu des prix

Les ouvrages faisant l'objet du marché sont réglés à **prix forfaitaires et unitaires**.

Le titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne pourra, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions du cahier des charges pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

Les prix sont réputés établis, sans préjudice de l'article 9.1 du CCAG Travaux :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces du marché.
- En tenant compte, le cas échéant, des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots.
- En tenant compte de tous les frais afférents à l'exécution des prestations et à la livraison des équipements définies aux CCTP, et notamment les frais liés :
 - o À l'encadrement ;
 - o Aux frais généraux, charges sociales, risques industriels, bénéfices, etc.... ;
 - o À l'assistance au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre par le titulaire du présent marché au cours des instructions des dossiers transmis pour autorisations ou avis aux autorités administratives ;
 - o À la reprise aux frais du titulaire des études et des travaux résultant d'avis défavorable ou des réserves émises lors de la délivrance de ces autorisations et avis administratifs,
 - o Aux essais et qualifications ;
 - o À toutes primes ou indemnités de sujétions diverses versées au personnel, liés à la nature, au lieu, à l'horaire ou à la durée de travail ; notamment pour heures supplémentaires, de nuit, de week-end et/ou de jour férié ;
 - o Au déplacement du personnel ;
 - o À l'organisation du chantier, la préparation, l'ordonnancement, la planification et le suivi des prestations ;
 - o Aux moyens techniques et matières consommables nécessaires pour réaliser les prestations ;
 - o Aux matières, matériels et produits divers mis en œuvre pour réaliser les prestations, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
 - o Aux dépenses liées à la desserte du chantier et l'amenée des fluides et énergie ainsi que l'évacuation des eaux pluviales et usées quelles que soient leurs origines ;
 - o Aux outillages y compris outillages spéciaux, sauf exceptions explicitement mentionnées dans le CCTP ;
 - o À la protection des installations non concernées par le présent marché mais pouvant être dégradées lors de la livraison, du déchargement et des qualifications des équipements ;
 - o À toute remise en état d'installation dégradée lors de la réalisation des prestations et, en particulier, consécutive à l'absence ou à l'inefficacité des protections mises en place par le fournisseur lors de la livraison ;
 - o En identifiant des dépenses liées aux obligations de l'entreprise pour la gestion environnementale du chantier, telles que prévues au CCTP et comprenant les mesures particulières concernant le non mélange des déchets, le tri et l'évacuation des déchets conformément au CCTP ;
 - o Les prestations du marché incluent les actions de réduction de la production et /ou de la dangerosité des déchets et celle de mise en filière de recyclage (et/ou autres formes de valorisation et/ou d'élimination) ; incluant la logistique sur chantier et vers lesdites filières, conformes à la réglementation ;
 - o Au conditionnement, à l'emballage, aux moyens de manutention et à la manutention ;
 - o À l'assurance ;
 - o Au stockage ;
 - o Aux garanties ;
 - o Au maintien en état de propreté des zones de livraison jusqu'à la réception du marché ;
 - o Aux coûts de transmission des documents d'études, au format papier, au maître d'œuvre, au contrôleur technique, au conducteur d'opération et aux éventuels AMO ;
- En tenant compte des exigences SN et pyrotechniques ainsi que du maintien de l'activité opérationnelle qui peuvent entraîner la réalisation discontinue des travaux.
- En considérant comme normalement prévisibles la hauteur maximale cumulée des précipitations, la hauteur maximale des crues, le nombre de jours de vent ou de gel répondant aux critères de l'article 5.1.2 du présent CCAP, mesurées pour les précipitations et les crues, ou constaté pour le gel et le vent, pendant une durée égale au délai d'exécution des travaux hors période de préparation, à la même

période dans le poste météorologique le plus proche du chantier (station de Guipavas 29) et qui ont été atteints au moins trois fois pendant les trente dernières années s'achevant le 1er jour du mois précédant la date de remise des offres.

- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets du marché et les activités de l'organisme utilisateur du Ministère des Armées.
- En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières jointes en annexe et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés.
- En tenant compte, le cas échéant, des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGCSPPS (ou plan de prévention).
- En cas de groupement conjoint, les prix du mandataire comprennent également l'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du maître d'œuvre ([article 9.1.2 du CCAG Travaux](#))

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions [du 9.1.1 du CCAG Travaux](#) :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux.
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux. (Par libre, on entend, libre d'évolution pour les engins et le personnel de chantier et libre d'accès et d'évolution pour les services de secours).

4.2.2. Facilités accordées au titulaire

Des facilités pourront être accordées au titulaire dans les conditions visées ci-après.

4.2.2.1. Zones d'installations de chantier

Des zones sont mises à disposition du titulaire pour ses installations de chantier.

Le titulaire s'engage, à l'issue des travaux, à la **restitution des lieux** et à leur **remise en état** aux conditions d'origine.

4.2.2.2. Fluides et énergie

Le titulaire pourra, en accord avec le maître d'œuvre, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître d'ouvrage :

- Électricité qui sera définie au cours de la période de préparation) ;

Les **frais de consommation d'eau et d'électricité** seront, hors frais de branchement et de mise en place d'un comptage, à la charge du maître d'ouvrage. Les démarches et demandes d'**autorisation de raccordement** sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

4.3. **Variation des prix**

4.3.1. Mois d'établissement des prix du marché

[Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG Travaux](#), les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date de remise de la dernière offre. Ce mois est appelé "mois zéro" et est indiqué en première page de l'acte d'engagement.

4.3.2. Mode de variation des prix

Les prix du marché sont **révisables** dans les conditions suivantes, en application de l'[article R. 2112-13 du code de la commande publique](#).

4.3.3. Modalités de calcul de variation des prix

4.3.3.1. Choix de l'index de référence

Les index de référence, choisis en raison de leur structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet du marché sont ceux visés dans le tableau ci-après :

Lot concerné	Index choisi
Lot n° 1 Travaux de terrassement / VRD / Génie civil	TP01 - tous travaux
Lot n°3 Travaux de revêtement et équipement sportif	TP01 - tous travaux

4.3.3.1. Formule de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte du mois n est donné par la formule suivante :

$$C_n = 0,15 + 0,85 (I_n/I_0)$$

Formule dans laquelle :

I_n et I_0 sont les valeurs prises par l'index de référence respectivement au mois n d'exécution des prestations et au mois zéro.

La valeur finale de l'index I à retenir pour le calcul de la révision du prix est celle atteinte au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à compter de la date de leur réalisation si celle-ci est antérieure.

La révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

La valeur des index peut être consultée au Moniteur des travaux Publics ou sur le site de l'INSEE : www.insee.fr.

4.3.4. **Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues**

Les pénalités et retenues ne sont ni actualisées ni révisées.

4.3.5. **Variation provisoire**

Lorsqu'une actualisation ou une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

4.4. Application de la TVA

La TVA figurant à l'article B2 de l'Acte d'Engagement est citée à titre indicatif. Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur.

4.5. Paiement et règlement des comptes

4.5.1. **Généralités**

Les comptes sont réglés **mensuellement** suivant les dispositions de l'article 10.2 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit déposer gratuitement ses projets de décompte de façon dématérialisée sur le portail sécurisé CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour plus d'information, le titulaire peut consulter la documentation fournie sur le site de la communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

AVERTISSEMENT : Avant premier dépôt d'un projet de décompte, il est conseillé au titulaire de prendre contact avec le service comptable de l'ESID de Brest :

Courriel : esid-brest.liquid-facture.fct@intradef.gouv.fr

N° de téléphone : 02.98.14.83.34 - 02.98.14.89.84 - 02.98.14.80.72

Les modalités pratiques de dépôt des factures ou projets de décompte dans CHORUS PRO sont précisées dans la « **Fiche d'Identité du Marché** », remise à la notification du marché.

4.5.2. **Demandes de paiement**

Les projets de décompte sont établis conformément aux modèles notifiés par ordre de service après notification du marché **avant la fin de chaque mois** en application de [l'article 12.1 du CCAG Travaux](#).

Ils indiquent le **montant des travaux** à payer tel qu'arrêté à la fin du mois écoulé, ce montant étant établi à partir des prix initiaux figurant dans le marché y compris les rabais ou majorations. Il ne tient pas compte de la TVA et d'une éventuelle variation de prix, lesquelles sont calculées, [par dérogation au 12.2 du CCAG Travaux](#), par le maître d'ouvrage.

Les paiements liés à l'avancement des prestations et travaux sont plafonnés à 95% du montant HT de la tranche ferme. Le solde est réglé UNIQUEMENT à la réception SANS RESERVE de la tranche ferme, et après remise des documents conformément à l'art 6.3.3 du CCAP.

Si le conducteur d'opération observe que tout ou partie des documents ne sont pas conformes aux exigences du CCTP et ne permettent pas de réaliser les opérations de vérification et réception décrites à [l'article 7.1 du CCAP](#), il peut repousser la date d'ouverture du droit à acompte jusqu'à la remise de documents conformes.

4.5.3. **Frais d'immobilisation**

Seules les activités déclarées ayant fait l'objet d'un refus de réalisation par l'exploitant COMILO pour des raisons opérationnelles pourront faire l'objet d'une prise en compte de frais d'immobilisation d'activité sur demande écrite de l'entreprise auprès de la maîtrise d'ouvrage.

L'immobilisation devra également être avérée et constatée par la maîtrise d'ouvrage pour pouvoir être prise en compte (voir annexe Coordination des activités du site).

4.5.4. **Établissement des états d'acompte**

[Par dérogation à l'article 12.1.8 du CCAG Travaux](#), la date à laquelle la conformité de l'avancement des travaux a été constatée constitue la date de départ des délais de paiement des acomptes, si elle est postérieure à la date de réception du projet de décompte mensuel envoyé par le titulaire.

[Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG Travaux](#), le Maître d'ouvrage établit et adresse directement au titulaire l'état d'acompte.

4.5.5. **Demande de paiement final**

[Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux](#), le titulaire ne peut transmettre son projet de décompte final au maître d'œuvre qu'après prononciation de la réception sans réserve, par le Maître d'ouvrage ou après levée des réserves si la réception en était assortie.

4.5.6. **Décompte général**

Le projet de décompte général est validé électroniquement par le Maître d'ouvrage via l'application OSEA et devient alors le décompte général. La validation du projet de décompte général peut être effectuée de manière électronique.

[Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux](#), le Maître d'ouvrage notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- Quarante (40) jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par le titulaire ;
- Trois (3) mois maximum après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

[Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG Travaux](#), seul le décompte général notifié par le maître d'ouvrage peut devenir le décompte général et définitif du marché.

Si le Maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire, dans les délais stipulés ci-dessus, le décompte général signé, celui-ci adresse une mise en demeure d'y procéder. L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le Maître d'ouvrage, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent en cas de désaccord.

Si le décompte général est notifié au titulaire postérieurement à la saisine du tribunal administratif, le titulaire n'est pas tenu, en cas de désaccord, de présenter le mémoire en réclamation mentionné à [l'article 55.1 du CCAG Travaux](#).

4.5.7. **Délais de paiement**

Le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours ([article R.2192-10 du Code de la Commande Publique](#)).

La date de départ du délai global de paiement est :

Pour les acomptes : celle définie à [l'article 4.5.4 ci-dessus](#),

Pour le décompte général : la date de réception du décompte général et définitif.

Les [articles R. 2192-12 à R. 2192-36 de la section 2 « Délais de paiement »](#) indiquée au [1^{er} alinéa](#) précisent les modalités d'application du délai global de paiement (déclenchement, interruption du délai de paiement, mode de calcul).

4.5.8. **Rémunération sur approvisionnement**

Il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

4.5.9. **Paiement des groupements et des sous-traitants**

4.5.9.1. **Paiement des groupements d'opérateurs économiques**

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter les demandes de paiement, relatives au financement du marché.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour celui-ci (si groupement d'entreprises conjoint) ou pour chaque cotraitant solidaire (si groupement d'entreprises solidaire) acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à ce cotraitant.

Seules sont recevables les réclamations formulées ou transmises par le mandataire.

4.5.9.2. **Désignation du sous-traitant en cours de marché**

Le titulaire du marché public peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du Maître d'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux [articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique](#).

Pour déclarer un sous-traitant en cours de marché, il faut, dans un premier temps, soumettre au maître d'ouvrage la liste des sociétés pressenties ainsi que le périmètre des prestations envisagées d'être sous-traitées.

Après analyse et acceptation de cette liste par le maître d'ouvrage, le titulaire transmet les DC4-rang 1, dont le modèle est fourni en [annexe 3 du CCAP](#), complétés, en vue de les faire accepter et d'agréer ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le maître d'ouvrage impose aux titulaires et aux sous-traitants **l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subcllic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active **pendant toute la durée du contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est disponible en [annexe 3 au présent CCAP](#).

Le titulaire renseigne notamment la partie H du formulaire DC4 et fournit les documents qui y sont demandés. Le non-respect d'une de ces exigences de sécurité entraîne le rejet, par le maître d'ouvrage, de la demande de sous-traitance et l'application des pénalités prévues à [l'article 8.2.11 du CCAP](#). Ces exigences s'appliquent quel que soit le niveau de sous-traitance (directe, indirecte).

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur ou égal à 10 % du montant total du marché, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par le maître d'ouvrage.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le titulaire et dont la copie est impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1.

4.5.9.3. Sous-traitance indirecte

En application des [articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux](#), et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le maître d'ouvrage, le titulaire veille à ce que le sous-traitant direct respecte le formulaire DC4-rang2 joint en [annexe 3 au présent CCAP](#) et respecte les exigences de [l'alinéa 2 de l'article 9.3 ci-après](#) en matière de sécurité. Ce document est ensuite transmis au titulaire, lequel le transmet à son tour au maître d'ouvrage. Le titulaire veille contractuellement au respect de ce formalisme par son sous-traitant. Le même formalisme est systématiquement respecté **quel que soit le rang de sous-traitance envisagé**.

Les éventuels sous-traitants de second rang et de rang ultérieur ne peuvent se prévaloir du paiement direct.

Les paiements de toutes les sommes dues au sous-traitant non admis au paiement direct sont garantis par une caution bancaire obtenue par le titulaire. **A la remise du DC4, la copie de la caution bancaire devra être impérativement fournie à l'appui du formulaire DC4-rang1 sous peine de rejet de la demande de sous-traitance.**

4.5.9.4. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu [au 10.8 du CCAG Travaux](#), le titulaire joint en **simple exemplaire** au projet de décompte, une **attestation indiquant la somme à régler** par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un titulaire du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en simple exemplaire au projet de décompte, signée par celui des titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné. Cette somme indique le montant à régler hors TVA. Elle ne tient pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle est calculée par le maître d'ouvrage.

4.6. Prestations supplémentaires ou modificatives, exécution complémentaire

4.6.1. Prix des prestations supplémentaires ou modificatives

En complément des dispositions prévues à [l'article 13 du CCAG Travaux](#), le maître d'œuvre peut demander par Ordre de Service une proposition de prix pour des prestations supplémentaires ou modificatives avant l'Ordre de Service visé à [l'article 13.1 du CCAG Travaux](#).

En cas de demande, de la part du maître d'œuvre, d'étude ou de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous-détails, pour la rémunération de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par la lettre ou l'Ordre de Service lui prescrivant d'évaluer de tels ouvrages.

Dans le silence de la lettre ou de l'Ordre de Service, ce délai sera d'un (1) mois calendaire ; il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze (15) jours. Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas de proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'œuvre lui notifiera par Ordre de Service un prix d'attente.

L'Ordre de Service de réalisation des travaux/prestations ne peut être valablement émis par le maître d'œuvre qu'après la validation formelle du maître d'ouvrage de la prestation supplémentaire ou modificative.

4.6.2. Augmentation du montant des travaux

[Par dérogation aux articles 14.4.2 et 14.4.3 du CCAG Travaux](#), lorsque le montant des travaux exécutés atteint le montant contractuel, le titulaire doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un Ordre de Service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. A défaut d'une telle décision de poursuivre, **les travaux exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés**. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même procédure et entraîner les mêmes conséquences que celle qui sont définies par le dépassement du montant prévu par le marché. Ce montant se substitue au montant contractuel

pour l'application des [articles 14 et 15 du CCAG Travaux](#). Un avenant au marché viendra ultérieurement confirmer la décision du maître d'ouvrage.

4.6.3. Retenue de garantie

Il n'est pas constitué de retenue de garantie.

ARTICLE 5. DELAIS

5.1. Délais d'exécution des travaux

Le délai global d'exécution des travaux pour l'ensemble des lots est fixé à [l'article B5 de l'Acte d'Engagement](#) à compter de la date qui sera notifiée par ordre de service.

5.1.1. Calendrier détaillé

Le calendrier de chaque lot sera fourni par le titulaire au cours de la période de préparation du lot concerné.

Le délai d'intervention de chaque titulaire des lots s'inscrit dans le délai global d'exécution de l'opération tel que défini dans le calendrier prévisionnel des travaux fourni à titre indicatif en pièce jointe du CCTP.

5.1.2. Prolongation des délais d'exécution

En application de [l'article 18.2.3 3ème alinéa du CCAG Travaux](#) sont considérés comme normalement prévisibles les phénomènes naturels ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités et durées limites indiquées :

Nature du phénomène naturel	Intensité et durée limite
Neige	A partir d'un 1 cm de neige pendant 12h
Gel	Température sous abri : -5°C à 08h00
Vent	80km/h en rafales
Pluie	10mm en 24 heures

***Nota :** Si la nature des travaux du marché est telle que ceux-ci ne se déroulent pas au contact **direct** des intempéries **ou** qu'ils ne sont pas **susceptibles d'être interrompus** par celles-ci, ces intempéries ne pourront jamais être invoquées. Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera **la station météo de Lanvéoc (29)**.

Par ailleurs, en application de [l'article 18.2.3 1er al du CCAG Travaux](#), le nombre de journée d'intempérie prévisible est de :

LOT n°1	8 jours
LOT n°3	6 jours

Le titulaire dont le chantier est arrêté, totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer le plus rapidement possible le maître d'œuvre par écrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre, dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

5.2. Délai de remise des documents fournis après exécution

Les titulaires des lots 1 et 3 doivent remettre les éléments de DOE au fil de l'achèvement des ouvrages concernés à raison du pourcentage ci défini :

- DOE version sommaire à 70% de la masse réalisée des travaux,
- DOE provisoire à 85% de la masse réalisée des travaux,
- Conformément à l'article 40.1 du CCAG travaux, le titulaire remettra au maître d'œuvre un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) **final** au plus tard le jour du lancement de la phase OPR notifié par OS.

Tout retard sur ces étapes pourra entraîner des pénalités conformément au 8.2 du présent CCAP.

ARTICLE 6. REALISATION DES OUVRAGES

6.1. Obligations du titulaire

6.1.1. Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage. Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

6.1.2. Obligation de résultat

Le titulaire assume la direction et la réalisation des prestations, objet du marché, et met en œuvre les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Le marché est assorti d'une obligation de résultat pendant toute sa durée d'exécution et, en sa qualité de professionnel, le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a engagé. Le titulaire s'oblige à :

- garantir des résultats conformes aux prestations ;
- faire le nécessaire pour que le maître d'ouvrage et ses représentants bénéficient, en temps utile, des informations qui sont susceptibles de l'intéresser et, notamment, de signaler au maître d'ouvrage tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution du marché, à retarder ou à compromettre la livraison des prestations, ainsi que toute imprécision ou incohérence contenue dans les pièces du marché ;
- respecter les dispositions de qualité et de sécurité conformes à l'état de l'art ;
- effectuer ses prestations avec toute la diligence, la célérité, la réactivité et la discrétion qu'elles imposent.

6.1.3. Connaissance acquise

Le titulaire a la possibilité de faire avant tout commencement des travaux, tous les états des lieux avec constats d'huissiers, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés ou publics. En compléments de ces dispositions, les éventuelles conditions particulières avant tout commencement du chantier sont précisées aux CCTP.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations de son marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultant :

- des mesures mentionnées ci-avant (§ 6.1.3) ;

- des mesures de sécurité lui incombant ;
- de l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

6.2. Implantation des ouvrages

6.2.1. Piquetage Général

Le piquetage général ne sera pas exécuté avant la notification du marché. Il est fait application de [l'article 27.2.3 du CCAG Travaux](#), les prix du titulaire comprennent la réalisation des piquetages.

6.2.2. Piquetage spécial

Le piquetage spécial ne sera pas exécuté avant la notification du marché. Il est fait application de [l'article 27.3.2 du CCAG Travaux](#), les prix du titulaire comprennent la réalisation des piquetages.

L'attention du titulaire est attirée sur la présence de réseaux existants en service situés sur le site (réseaux aériens et enterrés).

Les informations portées sur ces documents et relatifs aux réseaux existants sont données à titre indicatif et devront être vérifiées et complétées lors des opérations de piquetage à la charge de l'entreprise. L'entreprise du présent Marché prendra à sa charge les sondages mécaniques préalables aux travaux qu'elle jugera nécessaire pour repérage des réseaux existants.

L'entreprise devra faire son affaire de la protection des réseaux existants conservés et en service dans la zone de travaux. Préparation, exécution et coordination des travaux

6.2.3. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dans les conditions spécifiées à [l'article B-5 de l'Acte d'Engagement de chaque lot](#).

La durée de la période de préparation figurant à l'Acte d'Engagement :

- peut être prolongée par décision du maître d'ouvrage, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire,
- est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

Conformément à [l'article 28.1 du CCAG Travaux](#), la période de préparation est de 2 mois.

En matière de prévention [l'annexe IQS_SST_N_12_Recueil des dispositions de prévention](#) sera applicable (disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes_DR](#) »).

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître de l'ouvrage :

- Délivrance des autorisations d'accès.
- Mise à disposition des sources d'énergie prévues au [4.2.2.2 du présent document](#)
- Mise à disposition du titulaire des emplacements nécessaires tels que définis au [CCTP ou au point 4.2.2.1](#)
- Transmission trente (30) jours au moins avant le démarrage des travaux de la déclaration préalable visée à l'article L.4532-1 du code du travail aux organismes de prévention.

Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avec le concours de tous les titulaires intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Inspection commune, [visée à l'article R.4532-13 du Code du travail](#), au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération.
- Établissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, [visé aux articles R.4532-56 à R.4532-74 du Code du travail](#), après réalisation de l'inspection commune, ainsi que les fiches techniques des produits utilisés. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans le délai fixé à [l'article R.4532-62](#)

du [code du travail](#). L'absence de remise au coordonnateur ou au maître d'œuvre du PPSPS fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.

- Mise à disposition permanente d'un exemplaire du PPSPS sur le chantier, auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article [R.4532-71 du code du travail](#).

Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :

- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.
- Communication à chaque intervenant les noms et adresses des titulaires contractants.
- Vérification, à réception des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé PPSPS, de leur conformité avec les dispositions du PGCSPPS (ou du plan de prévention).
- Communication des PPSPS de tous les titulaires.
- Consignation des événements dans le registre-journal.

Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Établissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé,
- Fourniture au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des renseignements prévus par les [articles R. 4532-38 à R. 4532-41 du code du travail](#).

Par les soins du titulaire ou du mandataire :

- Remise aux sous-traitants d'un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et d'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs
- Désignation d'un interlocuteur pour le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre.
- Remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article [L. 8112-3 du code du travail](#), aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, auxquels sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article [R. 4532-64 du code du travail](#). L'absence de remise fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.
- Remise du plan de retrait amiante au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article [L. 8112-3 du code du travail](#), aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, auxquels sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail. L'absence de remise fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.
- Fourniture au coordonnateur SPS des renseignements prévus par les [articles R.4532-38 à R.4532-41 du code du travail](#).
- Présentation des dispositions prévues en matière de production et de calendrier de remise des éléments de DOE ; fourniture d'une nomenclature des équipements soumis à maintenance ou à entretien spécifique.
- Fourniture au maître d'ouvrage du schéma d'organisation et de gestion des déchets décrit à l'article [11.2.4](#).

Par les soins du titulaire ou du mandataire, sous la coordination du maître d'œuvre :

- Le cas échéant ([voir article du présent CCAP 9.32](#)), établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et

de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dans un délai de trois (3) semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;

- **Par dérogation au 28.2.2 du CCAG Travaux** : établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et le projet des installations de chantier prescrits **par le 2 de l'article 28 du CCAG Travaux**, dans un délai de trois (3) semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- Établissement et présentation au maître d'œuvre d'un planning général détaillé portant sur les études (remises de notes de calcul et de dossiers d'ouvrages),
- Établissement et présentation au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des paiements pour l'ensemble des travaux, dans un délai de trois (3) semaines à compter de la notification du marché ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à **l'article 29 du CCAG Travaux** et à **l'article 6.2.4 ci-après**.
- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à **l'article 9 du CCAG Travaux**.
- Établissement de la déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) et expédition sous dix (10) jours au moins, jours fériés non compris, avant la date de début des travaux aux organismes concernés, en application du **décret du 5 octobre 2011**.
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier adressée à l'inspection du travail compétente
- Exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et l'alimentation en eau et électricité des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et l'évacuation des eaux usées de ces mêmes équipements.
- Mise en place des installations de chantier et des clôtures.
- Mise en place des dispositifs de protection collective nécessaires à l'exécution des travaux.

6.2.4. Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces du marché. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à **l'article 29.1.4 du CCAG Travaux**, tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en 2 exemplaires, et un exemplaire sous format informatique.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 29.1.5 du CCAG Travaux, le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à vingt-et-un (21) jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit fournir, **dans un délai de cinq (5) jours**, l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter. Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre sur les documents corrigés ou complétés est fixé à vingt-et-un (21) jours à compter de la réception de ces dits documents.

Le titulaire disposera alors de cinq (5) jours pour émettre un nouvel indice, et le maître d'œuvre de dix (10) jours à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

6.2.5. Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre les éléments de DOE / **DEM** au fil de l'achèvement des ouvrages concernés et dans le respect du calendrier mis au point lors de la période de préparation.

Tous les éléments de DOE / **DEM** sont soumis au contrôle du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, qui disposent d'un délai total de deux (2) mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage disposent d'un (1) mois à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

Les documents à remettre au maître d'ouvrage et leur nombre d'exemplaires sont stipulés et détaillés au paragraphe 3.2 du CCTP.

6.2.6. **Organisation, sécurité et protection de la santé**

6.2.6.1. **Documents disponibles sur le chantier**

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives du marché (**pièces citées à l'article Article 2 du présent CCAP**) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent marché et dont l'exécution n'est pas terminée.

6.2.6.2. **Installations de chantier à revoir**

Locaux pour le personnel :

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Il appartient **au titulaire du marché du lot 1** de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des installations, moyens et équipements mis à disposition et qu'il devra en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier. Il doit également en assurer la dépose ou la démolition ainsi que l'évacuation en fin de travaux.

Les baraquements, leur ameublement et leurs installations ne pourront être récupérés par le titulaire qu'après complet achèvement des travaux.

L'affichage des règles et consignes du site seront obligatoire dans les locaux de chantier.

6.2.6.3. **Gestion des déchets de chantier**

En application de la réglementation relative aux déchets de chantier, de l'article L.541-2 du code de l'environnement et en complément des articles 36.1 et 36.2 du CCAG Travaux, chaque titulaire est contractuellement responsable, au même titre que le maître d'ouvrage, de la gestion des déchets créés par les travaux, jusqu'à valorisation ou élimination.

Dans ce cadre, chaque titulaire assure la gestion et le suivi de l'ensemble des déchets produits par les travaux. Les bordereaux de suivi sont systématiquement adressés au maître d'ouvrage et une copie est adressée au maître d'œuvre, ceci avant toutes sorties des déchets du site (vérification BSD et signature par MOA) puis après traitement de celui-ci. **En aucun cas les déchets ne pourront sortir du site sans l'accord formel du chargé d'environnement de l'ESID.**

Les déchets amiantés et dangereux sont obligatoirement suivis par la plateforme nationale **TRACKDECHET**.

Pour l'ensemble des déchets générés dans le cadre du marché et ceci quel que soit la typologie de celui-ci (dangereux, non dangereux, inerte) la traçabilité sera assurée par la création de BSD via la plateforme Trackdéchet et la fourniture d'un certificat d'acceptation préalable. En conséquence l'ensemble des acteurs de la filière de traitement devra :

- être informé que l'ensemble des déchets seront gérés via Trackdéchet ;
- être inscrit et formé à l'utilisation de Trackdéchet ;
- fournir un certificat d'acceptation préalable (CAP) pour chaque type de déchet.

Chaque titulaire est responsable de l'établissement et de la mise en œuvre du Schéma d'Organisation et de gestion des Déchets (SOGED) prévu à l'article 11.2.4 du CCAP et au point _____ du CCTP.

Afin d'optimiser la gestion des déchets, il est possible de conclure une convention inter-entreprises entre les titulaires des différents lots, laquelle reste inopposable au maître d'ouvrage.

Si un schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED) est prévu pour l'exécution du marché, tous les titulaires des lots 1 et 3 sont conjointement responsables de sa mise en œuvre.

À chaque 31 janvier de l'année d'exécution des prestations, chaque titulaire établit un document "registre déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi. En cas de travaux s'exécutant sur plus de 12 mois, chaque titulaire remet un document registre des déchets actualisé de l'année écoulée. Au terme de l'exécution des travaux, chaque titulaire joint le document bilan déchets final et actualisé. Le bilan déchets final est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Dans le cadre de la dématérialisation, le Ministère des armées se réserve le droit d'utiliser une plateforme dématérialisée type Trackdéchet dans le cadre de la gestion des déchets. Le titulaire devra s'y conformer en cours d'exécution.

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément [au 8.2.4 du présent CCAP](#).

Registre national Trackdéchet :

Trackdéchet est une plateforme étatique réglementaire obligatoire du Ministère de la Transition Ecologique. Cette plateforme vise à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux (DD) pour simplifier la gestion quotidienne du bordereau de suivi de déchets et sécuriser les filières de traitement.

Son utilisation est encadré par le [Décret n° 2021-321 du 25 mars 2021](#) relatif à la traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments.

La transmission des BSD électroniques via l'application Trackdéchet vaut transmission au registre national des déchets.

6.2.6.4. Sécurité et protection de la santé sur le chantier

a) Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées par le coordonnateur SPS en phase réalisation.

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le coordonnateur, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

b) Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Inspection du travail dans les armées - Antenne de Brest

CC 33 - 29240 Brest Cedex 9

6.2.6.5. Règles de circulation, voiries et signalisation

En plus de ce qui est prévu par [l'article 34 du CCAG Travaux](#), le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de [l'article 34.1 du CCAG Travaux](#).

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire du marché sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP.

Il est de la responsabilité du titulaire de consigner ou faire consigner les équipements et installations afin d'effectuer les interventions en toute sécurité. Ces consignations sont effectuées de telle façon qu'aucune

personne autre que les intervenants ne puissent remettre en fonctionnement les équipements et installations concernées.

Elles sont effectuées :

- par le titulaire dans le cas où l'acte de consignation porte sur un équipement appartient uniquement au périmètre du chantier,
- par l'exploitant dans le cas où l'acte de consignation porte sur un équipement en dehors du périmètre du chantier.

Dans le cadre de son expression de besoin, le titulaire émet une demande de consignation au PTC. Cette demande indiquera l'ensemble des équipements à consigner, les raisons de leur consignation, les durées de consignation des équipements.

6.2.6.6. Consignes particulières, horaires de travail

L'exécution du marché s'insère dans le cadre du fonctionnement de la Base Opérationnelle de l'Ile Longue. A ce titre, les règles internes au site et, plus généralement, le référentiel « Qualité/Sûreté » édicté par COMILO est applicable au présent marché.

a) Horaires de travail

Les horaires de travail de l'établissement sont les suivants :

- du lundi au vendredi de 07h30 à 17h00
- horaires de nuit journaliers de **17h à 7h30 et de week-end débutant le vendredi soir à 17H00 jusqu'au samedi soir 17H**

Ces horaires sont susceptibles d'évoluer au cours du marché, en fonction d'éventuelles modifications des contraintes de site par COMILO.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail, **respectant un préavis minimum de cinq (5) jours ouvrés**. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence de l'Établissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Brest au numéro suivant : **06 30 99 04 55**

Les procédures liées aux interventions en HNO (Heures non ouvrables) sont définies dans les consignes de [l'annexe IQS_DS_N_01_Ind_C_Accès des personnes à ILO](#) (disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#) »).

Les renseignements relatifs aux contraintes d'accès sont à demander auprès du secrétariat (accès ILO) au 02 98 23 00 82.

b) Accès matériel

Une liste du matériel sensible (appareils topographiques, etc....) devra être transmise à la gendarmerie. L'introduction de matériels spécifiques : ordinateurs, appareils photographiques doit faire l'objet d'une autorisation du commandement Marine de l'Ile Longue. Ces demandes devront être gérées lors de la période de préparation des travaux.

c) Prises de vues photographiques

Il est interdit de photographier, d'exécuter des croquis, des peintures ou de lever des plans dans l'enceinte militaire, sans autorisation expresse accordée par l'autorité militaire ([annexe IQS PRODEF N°6_Organisation_des_prises_de_vues](#), disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#) »). Les contrevenants sont passibles des peines prévues à l'article R.645.2 du code pénal. Les films, dessins, tableaux ou plans sont éventuellement saisis après accord du procureur de la république.

d) Bons de feu

Les feux sont également interdits en dehors de ceux éventuellement indispensables à l'exécution des travaux et ayant fait l'objet de « bons de feu ([annexe IQS SST N°9 _Permis_de_feu](#), disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#) »).

e) Restrictions diverses

Le stockage de produits dangereux (carburants, ...) est interdit sur le site sans accord préalable formel du maître d'œuvre. On se limitera aux besoins journaliers du chantier.

Le badge d'accès doit être porté de façon apparente et permanente.

6.2.6.7. Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, les autorisations administratives, autres que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le Ministère des Armées, sont à la charge du titulaire.

6.2.7. Réunions et visites de chantier

6.2.7.1. Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage.

6.2.7.2. Réunions de chantier

La convocation aux réunions de chantier se fera via le compte rendu de réunion, lequel vaudra convocation du titulaire par le maître d'œuvre. La convocation aux réunions de chantier pourra éventuellement se faire par Ordre de Service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un représentant qualifié agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

La fréquence des réunions de chantier sera au moins **hebdomadaire**. Leur fréquence exacte sera définie au moment des travaux en concertation avec le maître d'œuvre.

Les réunions auront lieu dans un bureau aménagé à cet effet sur le chantier, à charge au titulaire d'installer un bureau ou une salle de réunion sur le chantier. Elles sont précédées d'une mise à jour du calendrier détaillé d'exécution. A chaque réunion de chantier, il sera établi par le maître d'œuvre un compte rendu. Ce document aura toute valeur en cas de contestation et de litiges sur les engagements pris et les remarques formulées par chacun.

Les réunions d'étude, de coordination et de synthèse auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre selon des modalités déterminées par celui-ci.

L'article 8.2.2 fixe les modalités d'applications des pénalités en cas de retard ou d'absence en réunion.

6.2.7.3. Mesures de limitation des nuisances de chantier

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- bruits ;
- odeurs, fumés, gaz ;
- poussières, saletés ;
- présence de détritux divers et gravats ;
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- volume radio, musique.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés. De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, ...) est proscrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.

Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants.

Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à l'article 34 du CCAG travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. À ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'ils ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

ARTICLE 7. RECEPTION, GARANTIES ET ASSURANCES

7.1. Réception

La réception sans réserve pour chaque lot ne pourra être prononcée, par dérogation à l'article 41.3 du CCAG Travaux :

- Qu'après remise des documents, notamment le DOE/DEM, à fournir après exécution conformément au paragraphe 6.2.5 et validé par le MOE et le MOA ;
- Que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves et des qualifications définies au CCTP.

Conformément à l'article 4.5.5 du présent CCAP, le solde du marché ne pourra être versé qu'après la réception *Sans Réserve*.

7.2. Prise de possession avant l'achèvement des travaux

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre possession, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrages. Cette prise de possession sera précédée d'une réception partielle précédée d'un état des lieux contradictoire à laquelle le titulaire sera dûment convoqué par Ordre de Service.

7.3. Mise à disposition temporaire

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de demander que soient temporairement mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les mises à dispositions sont précédées et suivies d'un état des lieux conformément à l'article 43 du CCAG Travaux. La mise à disposition temporaire ne peut pas être interprétée comme une décision de réception.

7.4. Repliement des installations de chantier et remise en état

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées ;

Toutes les zones détériorées ou salies devront être remises en l'état aux frais du titulaire.

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

7.5. Garantie de parfait achèvement

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois, sauf prolongation, comme stipulé à l'article 44.1 du CCAG travaux.

Le délai d'intervention relevant de la Garantie de Parfait Achèvement ne doit pas dépasser quinze (15) jours calendaires après signalement du désordre.

En cas d'urgence, l'entreprise doit intervenir dans les deux (2) jours calendaires suivant le signalement. En cas d'urgence impérieuse ou/et opérationnelle, l'entreprise peut être appelée à intervenir **immédiatement**

Le titulaire pourra être amené à intervenir en site occupé et ne pourra s'en prévaloir pour ne pas exécuter ses prestations mais devra, en accord avec le maître d'ouvrage, trouver les solutions pour minimiser son impact sur la vie du site.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'ouvrage invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG -Travaux.

Le maître d'ouvrage peut procéder à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

Le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

7.6. Garantie de bon fonctionnement

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant une période de deux ans à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux travaux réalisés.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prend à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de « quinze » (15) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, « quinze » (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état des installations par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

7.7. Garanties particulières

Outre les garanties légales et celles mentionnées à [l'article 44 du CCAG Travaux](#), les garanties suivantes sont applicables pour les prestations objet du présent marché :

➔ Garantie particulière pour matériau de type nouveau : Si le titulaire utilise des matériaux de type nouveau, c'est à dire dont, soit la mise en œuvre n'est pas définie dans un DTU, soit les caractéristiques ne correspondent pas à une norme, le titulaire garantit la bonne tenue du matériau pendant un délai de cinq (5) ans à partir de la date de réception des travaux. Cette garantie engage le titulaire, dans le cas où la tenue du matériau ne serait pas satisfaisante, à le remplacer à ses frais sur simple demande du maître d'ouvrage.

➔ Garantie particulière d'étanchéité : Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de la toiture et des parois extérieures, pendant un délai de 10 (dix) ans à partir de la date de réception des travaux correspondants. Cette garantie est donnée contre toute infiltration d'eau (sauf pour joints entre ouvrants et dormant de menuiseries), traces d'humidité et traces d'efflorescence.

Cette garantie engage le titulaire pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, dans les 48 heures suivant la demande formelle du maître d'ouvrage de procéder à toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires à titre conservatoire pour remédier aux défauts d'étanchéité de sa responsabilité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Le titulaire s'engage à traiter intégralement le désordre sous quinze (15) jours à compter de l'établissement de son constat.

➔ Garantie contre les cyberattaques et virus informatiques

Le titulaire garantit contre tout défaut dans les documents et données informatiques conformes à l'exécution pendant un délai de trois (3) ans à partir de la date d'effet de la réception des travaux.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la fourniture par ses soins de données informatiques (fichiers, logiciels, matériels) soit exempte de tous virus informatiques.

Le titulaire doit fournir la preuve que les données remises sont exemptes de virus ; un rapport d'analyse par un antivirus que le titulaire identifie précisément (Nom, version) doit être remis.

Dans le cas où des dysfonctionnements imputables au présent marché apparaîtraient, sur des matériels et/ou logiciels fournis ou intégrés dans les réseaux informatiques des divers destinataires, la remise en conformité desdits matériels et/ou logiciels sera à la charge du titulaire.

➔ **Les garanties du fournisseur s'appliquent**

7.8. Mesures conservatoires

Dans le cadre des garanties mentionnées ci-avant, la mise en œuvre de mesures conservatoires peut être nécessaire pour empêcher l'aggravation des désordres et/ou assurer la sécurité des personnes.

7.9. Assurance

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, durant la période de préparation du marché s'il en existe une et avant tout commencement d'exécution, chaque cotraitant doit justifier qu'il a contracté, par la fourniture d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue de la responsabilité garantie :

- Une assurance garantissant leur responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations
- Une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792-1 à 1792-4 du Code civil et couvrant les dommages aux existants imputables aux travaux neufs ou nouveaux réalisés dans le cadre du présent marché et soumis à l'obligation d'assurance décennale (cf. à l'article 241-1 du code des assurances).

Le titulaire doit justifier qu'il dispose d'une assurance de responsabilité civile décennale contractée auprès d'une compagnie d'assurance de **solvabilité notoire**, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent du fait des prestations qu'il est chargé de réaliser conformément aux termes du contrat ou du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés aux tiers.

Les polices d'assurances **devront prévoir les montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus** et inclure les conséquences de toute solidarité et notamment couvrir les responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 du code civil.

Le titulaire est supposé avoir fourni préalablement à la conclusion du marché une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de l'opération. Ce dernier s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

Il doit, s'il y a lieu, **souscrire une police d'assurance complémentaire** si celle existant **n'est pas considérée comme suffisante par le maître d'ouvrage** pour assurer la couverture des risques liés à l'opération.

Les attestations d'assurance étant annuelles, elles seront à fournir à chaque échéance du contrat d'assurance, sans que le RPA ait à les réclamer au titulaire du marché.

Il doit fournir une attestation semblable à l'appui de son projet de décompte final.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de justifier qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier (ou marché) sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation, en fournissant les attestations nécessaires.

Toute modification des contrats d'assurances (assureurs, activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc...) est notifiée au maître d'ouvrage. Le titulaire doit faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues. Le titulaire s'engage de plus, à notifier au maître

d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, **après mise en demeure** restée sans effet, la résiliation du marché, par le maître d'ouvrage, pour faute du titulaire.

7.10. Responsabilité et assurances

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (assureurs, activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage. Le titulaire doit faire en sorte que les garanties prévues au présent CCAP soient maintenues. Le titulaire s'engage de plus, à notifier au maître d'ouvrage tout fait de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties des différentes polices souscrites.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire. En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

7.11. Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

À ce titre, le titulaire répond des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les [articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil](#).

ARTICLE 8. PENALITES ET RETENUES

8.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

Les pénalités pour retard dans l'exécution des travaux sont appliquées dans les conditions de l'[article 19.2 du CCAG Travaux](#). « il est appliqué une pénalité journalière de 1/3 000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande. ».

8.2. Autres pénalités et retenues

8.2.1. Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le maître d'ouvrage est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles [L8221-3 à L8221-5 du code du travail](#), il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'[article R8222-3 du code du travail](#), pour répondre à l'injonction du maître d'ouvrage.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant HT du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles [L8224-1](#), [L8224-2](#) et [L8224-5 du code du travail](#).

Conformément à l'[article 31.5.1 du CCAG travaux](#) une pénalité pour absence de présentation de la carte d'identité professionnelle sécurisée du personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous la direction du titulaire ou chacun des membres du groupement le cas échéant et de façon analogue dans le cadre d'un contrat du sous-traitance, une pénalité sera appliquée de **200 €** par défaut de présentation.

8.2.2. Manque d'assiduité aux réunions de chantier

En cas d'absence à une réunion de chantier ou de retard supérieur à 30 minutes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **200,00 €**.

8.2.3. Inobservation des mesures de sécurité

À chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention ou le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500,00 €** par infraction sera appliquée au titulaire du marché.

8.2.4. Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des obligations relatives au tri des déchets du chantier, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **500,00 € par infraction constatée**. De plus, une pénalité journalière et forfaitaire de **20,00 €** sera appliquée, après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre, jusqu'à régularisation de la situation par le titulaire.

De plus, en cas de défaut de remise des bordereaux de suivi des déchets, une pénalité journalière et forfaitaire de **20,00 €** sera appliquée après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre.

8.2.5. Non-respect du délai de transmission des demandes de contrôle primaire des personnes physiques

En cas de non-respect du délai maximum imposé pour transmettre les demandes de contrôle primaire, il sera appliqué une pénalité journalière de **20,00 €** par jour calendaire de retard.

En cas de non-respect du délai maximum imposé pour transmettre les documents relatifs aux conditions d'accès, il sera appliqué une pénalité journalière de **20,00 €** par jour calendaire de retard.

8.2.6. Non-respect des consignes de protection du secret

En cas de non-respect volontaire ou involontaire des consignes fixées au présent CCAP par des personnels du titulaire ou de ses sous-traitants, le titulaire encourt une pénalité unitaire de **500,00 €** par infraction constatée.

8.2.7. Non-respect des exigences de sécurité pour la présentation d'un sous-traitant

8.2.7.1. Établissement des déclarations

Il est appliqué une pénalité de **500,00 €** par déclaration de sous-traitance pour non-respect des exigences de sécurité.

Elle s'applique dès lors qu'une seule des règles ci-dessous n'est pas respectée :

- Utilisation des formulaires DC4 (rang 1 ou rang 2) joints au CCAP ;
- Renseignement de la Partie I du formulaire DC4 ;
- Production des documents demandés dans la partie I du formulaire DC4.

Une seule pénalité est applicable par déclaration de sous-traitance.

8.2.7.2. Non déclaration d'un sous-traitant

En cas de constatation de non déclaration d'un sous-traitant (demande d'accès au site d'un personnel d'un sous-traitant, ou prestations réalisées en dehors du site mais relevant d'une sous-traitance) une pénalité de 10 00 € est appliquée par constatation.

Ces pénalités se cumulent. Elles sont appliquées en fin de trimestre.

L'application des présentes pénalités ne libèrent pas le titulaire de ses obligations réglementaires.

8.2.8. Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il sera appliqué une pénalité de **200,00 €** par constatation.

8.2.9. Non-respect du délai fixé pour la levée des réserves de réception

En cas de retard dans l'exécution des travaux ou prestations nécessaires à la levée des réserves de réception, une pénalité de **500 €** par jour calendaires de retard sera appliquée.

8.2.10. Pénalités pour non remise des documents prévus au marché ou pour remise de documents non conformes

Tout retard constaté dans la remise de documents, y compris les documents demandés pendant la période de préparation ou la documentation prévue au marché, sera sujet à l'application de pénalités à hauteur de **200 €** jour calendaire de retard. Cette pénalité sera également appliquée si le contenu des documents fournis est manifestement incomplet, erroné, ou la forme difficilement exploitable.

8.2.11. Manquements à l'obligation de transmission du DOE

A défaut de remise du dossier d'ouvrage exécuté, une pénalité forfaitaire de **200,00 € HT par jour calendaire** de retard sera appliquée. Aucun jour de l'année n'est exclu.

8.3. Cumul et plafonnement

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables et non plafonnées.

Le maître d'ouvrage invitera le titulaire, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG travaux, à présenter ses observations relatives aux pénalités qui pourraient lui être appliquées, par tous moyens écrits permettant d'attester la réception par le titulaire de sa demande.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour y répondre.

ARTICLE 9. CONFIDENTIALITE, MESURES DE SECURITE

9.1. Protection des documents « diffusion restreinte »

Pour l'application des mesures de l'article 5 du CCAG Travaux, il est précisé que le traitement des documents portant le marquage "*Diffusion Restreinte*" en application de l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction doit faire l'objet des mesures suivantes :

9.1.1. Conservation, destruction et reproduction

Les documents marqués *Diffusion Restreinte* sont enregistrés au départ et à l'arrivée selon les règles appliquées à tout document administratif non classifié. Ils doivent être conservés dans des meubles fermant à clés.

Leur destruction a lieu sous la responsabilité des détenteurs, sans mention particulière sur les documents d'enregistrement du courrier. Leur reproduction doit rester limitée aux seuls besoins du service.

9.1.2. Transmission papier des documents **Diffusion restreinte**

La transmission des documents **Diffusion Restreinte** doit être effectuée :

- A l'intérieur des locaux du candidat : sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire du marché ;
- Vers l'extérieur :
 - sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention "Diffusion Restreinte" et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - par voie postale (civile ou militaire) en France métropolitaine, vers les départements ou les collectivités d'outre-mer ou vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document.

9.1.3. Traitement informatisé d'information "**Diffusion Restreinte**"

La transmission par internet des documents/informations « diffusion restreinte » est autorisée uniquement via l'utilisation d'un système d'information agréé par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SSD sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction et notamment son annexe 1 relative aux règles de protection des informations et supports portant la mention « **Diffusion Restreinte** » ;
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015.

Le traitement informatisé (numérisation, création, stockage, reproduction, transmission, destruction) d'informations "**Diffusion Restreinte**" n'est possible qu'en se conformant strictement aux règles de l'instruction interministérielle 901/SGDSN/ANSSI (NOR : PRMD1503279J) dont les principes généraux sont rappelées ci-dessous :

Le traitement en clair des informations portant la mention "**Diffusion Restreinte**", notamment leur stockage et leur diffusion, s'effectue sur des réseaux :

- [De classe 2] isolé, c'est-à-dire non connecté, même indirectement, à Internet (préférentiellement) ;
- [De classe 1] non isolé mais équipé :
 - D'un dispositif de filtrage qualifié au niveau standard, en coupure de flux,
 - D'un dispositif de rupture de flux (proxy) qualifié au niveau élémentaire
 - D'une sonde de détection qualifiée au niveau élémentaire.

La connexion d'équipements personnels à un système d'informations **Diffusion Restreinte** est proscrite.

Les informations portant la mention "**Diffusion Restreinte**" contenues dans des dispositifs nomades (ordinateurs portables, média amovibles, téléphones, etc.) sont chiffrées par des moyens agréés par l'ANSSI, afin de limiter le risque de divulgation en cas de perte ou de vol.

Les informations portant la mention "**Diffusion Restreinte**" sont chiffrées à l'aide de moyens agréés à ce niveau par l'ANSSI dès lors qu'elles transitent ou sont stockées en dehors d'une zone physiquement protégée dans les conditions de l'article 15 de l'instruction de référence. **Les moyens agréés retenus par le ministère sont « ACID Cryptofiler » et « Zed! ».**

L'application « Zed! » est développée par la société Prim'X Technologies et est déclinée en deux versions :

- Zed! PRO
- Zed! FREE

Attention : Seule la version Zed! PRO peut être utilisée pour le chiffrement de fichiers protégés.

La version Zed ! FREE permet seulement aux récipiendaires de lire les contenus des conteneurs et d'en extraire les fichiers.

L'article 1.4.3 de [l'instruction générale interministérielle n°1300/SGDN/PSE/SSD](#) dispose qu'en cas de divulgation non autorisée d'informations et supports portant la mention « **Diffusion Restreinte** », l'auteur des faits s'expose à des sanctions disciplinaires, administratives et éventuellement pénales notamment au titre de la violation du secret pressonnel.

Une fois titulaire du marché, celui-ci a l'obligation de faire les démarches nécessaires à l'obtention de la solution ACID afin de pouvoir échanger des documents protégés par voie dématérialisée pendant l'exécution du marché. Il devra en faire la demande auprès des services de la DGA au plus tard un (1) mois après la notification du présent marché.

Annexe 4 : procédure de demande de clé ACID

9.2. Traitement des documents portant la mention « Spécial France » (SF)

Sans objet.

9.3. Protection du secret

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense. En conséquence, le titulaire doit se conformer aux dispositions de [l'article 5 du CCAG travaux](#).

Le présent marché est un marché dit sensible.

On entend par **marché sensible (MS)**, tout contrat, quel que soit son régime juridique ou sa dénomination à l'exception des contrats de travail, dont l'exécution au profit d'un service ou dans un lieu détenant des éléments couverts par le secret de la défense nationale, dans lequel on prend des mesures de précautions, y compris dans les contrats de travail de ses préposés.

Le champ d'application est restreint aux prestations suivantes :

- Convoyage d'ISC (Informations et Supports Classifiés) ;
- Le gardiennage de lieux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale ;
- Les prestations réalisées à l'intérieur de lieux abritant des éléments couverts par le secret de la défense nationale (entretien, maintenance et les travaux d'infrastructures) qui ne nécessitent pas l'accès à des ISC.

Bien que la passation d'un MS ne nécessite ni l'habilitation de l'entreprise, ni l'habilitation de ses personnels, la mise en œuvre de ce type de contrat nécessite toutefois des enquêtes administratives du titulaire et des éventuels sous-traitants, auprès de la DRSD :

- A la diligence de l'autorité contractante pour la personne morale (**Enquête Administrative de la Personne Morale – Annexe 5**).
L'entreprise fournira :
 - Un Kbis de moins de 3 mois ;
 - Une fiche de renseignements complétée par l'actionnaire, dirigeant d'entreprise, ou dirigeant ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, n'ayant pas à connaître d'information protégée avec une photo couleur en trois exemplaire.
- Systématiquement pour le personnel intervenant (**Contrôle Primaire de la Personne Physique – Annexe 6**)

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- [L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD](#), relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à [l'arrêté du 9 août 2021](#) portant approbation de ladite instruction ;
- Les [articles 413-9 et 413-12 du code pénal](#) ;
- [L'instruction ministérielle n°900](#) sur la protection du secret et des informations DR et sensibles, approuvée par [l'arrêté du 15 mars 2021](#).

Par ailleurs, le titulaire reconnaît :

- qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale.

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, **une déclaration individuelle** ([Annexe n° 7](#)).

Enfin le titulaire s'engage :

- à remettre au représentant du maître d'ouvrage la ou les déclarations individuelles ci-dessus pendant la période de préparation du présent marché et avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.
- à ne demander l'accès au site aux seuls personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et ayant reçu un avis favorable à une demande de **contrôle primaire des personnes physiques**.

A cet effet, un (1) mois maximum à compter de la notification du marché, le titulaire fera établir et signer par chaque personnel concerné le formulaire "demande de contrôle primaire", disponible en [annexe 6 du présent CCAP](#).

Ces demandes de contrôle seront transmises au conducteur d'opération durant la période de préparation, [définie au 1.2.2](#) et comprendront l'ensemble des versions informatiques des formulaires renseignés (**pas de scan**) ainsi que les copies recto-verso des carte nationale d'identité valides des personnels intervenants au titre du marché.

Si dans le délai d'un **(1) mois** après la notification du marché le titulaire est dans l'impossibilité de justifier l'envoi de la demande de contrôle primaire, il sera appliqué une pénalité conformément [au 8.2.7 du présent CCAP](#).

Dans l'éventualité où certaines personnes ont déjà fait l'objet d'un contrôle primaire de la personne physique (CPPP) encore en cours de validité, le titulaire communiquera les références de ce contrôle au maître d'ouvrage.

Pour toute modification de personnel une nouvelle demande doit être formulée en respectant les règles ci-dessus :

- à informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'autorité signataire du marché ou exigée d'elle, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage :

- à produire les informations demandées par le Représentant du maître d'ouvrage au sujet des sous-contractants auxquels il fera appel au cours de l'exécution du marché, avant de leur attribuer un contrat aux fins de la réalisation d'une partie du marché.
- à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves du respect des obligations citées dans le présent article.

9.4. Mesures de sécurité relatives à l'accès au site

Le titulaire s'engage à respecter les consignes de l'établissement, fournies dans le dossier annexé au présent CCAP « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#) ».

Les prestations dues au titre du présent marché donneront accès aux personnels concernés du titulaire à un Point d'Importance Vitale (PIV) dans les conditions des articles 9.4.1 et 9.4.2 infra. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que ce site relève de dispositions de contrôle et de protection spécifiques du Code de la défense au regard de sa sensibilité (Réf. [Articles R.132-4 & R.1332-1, II, 2° du Code de la défense](#)).

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des dispositions du [Code de la Défense](#) et notamment de l'[article L1332-2-1 et les articles R1332-22-1 et suivants](#).

9.4.1. Contraintes d'accès pour les personnes physiques

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les règles d'accès, de comportement et de sécurité relatives à la Base Opérationnelle de l'Ile Longue.

En matière d'accès des personnes physiques dans l'enceinte militaire de la Base Opérationnelle de l'Ile Longue, le titulaire se reportera au document joint : annexe [IQS_DS_n°01_accès_personnels](#) (disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#) »).

9.4.2. Contraintes d'accès pour les véhicules

Le document joint en annexe [IQS_DS_n°_06_accès_stationnement_véhicules](#) (disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#) ») détaille les règles relatives à l'accès des véhicules sur le site de l'Ile Longue et en particulier :

- **L'autorité militaire limite le nombre d'accès des véhicules sur le site militaire de l'Ile Longue.** Le titulaire doit s'engager, à ce titre, à réduire au strict minimum ses demandes d'accès de véhicules.
- **Le titulaire est informé de l'absence d'indemnisation en cas de refus d'accès sur le site du VL.** En contrepartie, l'autorité militaire lui offre la possibilité d'utiliser les transports en commun entre Brest et l'Ile Longue (Transrade) et sur le site. Le titulaire peut également, s'il le souhaite, pré-positionner à l'intérieur du site de l'Ile Longue des véhicules dits "captifs" pour assurer les déplacements de ses employés et de leur matériel.
- **Le titulaire est informé qu'il aura la possibilité d'une seule entrée par jour et par véhicule pour les contractants et sous-traitants.** Cette mesure interdit en particulier à tout véhicule sortant du site pour la pause méridienne d'entrer à nouveau dans la même journée. Elle doit conduire implicitement les entreprises à concentrer leurs activités par site.
- En outre, la circulation des VL et utilitaires entre le bâtiment de commandement COMILO (zone jaune) et le restaurant Auvergne (zone bleue), entre 11h45 et 12h15, est interdite.

Enfin, une politique de quota d'accès de véhicules au site étant également mise en place pour chaque MOA, le titulaire devra proposer un chronogramme de ses besoins en véhicules chaque fin de mois pour remplir ses obligations contractuelles sur les six (6) mois suivants.

9.4.3. Mise en Œuvre des mesures de sécurité

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle et l'application de pénalités conformément à l'[article 8.2 du présent CCAP](#).

Si le titulaire envisage de sous-traiter certaines prestations, celui-ci s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Le titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants les consignes auxquelles il est soumis. Il reste responsable du respect de celles-ci.

9.4.4. Accès aux ouvrages objet de la mission

Le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour l'obtention par le titulaire, du libre accès aux ouvrages pour lesquels son intervention a été requise et, d'une façon générale, lui permettre l'exercice de sa mission dans des conditions normales d'efficacité et de sécurité.

9.5. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'[article 5.2 du CCAG-Travaux](#), chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. À ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est fortement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles donnent lieu à la signature d'un avenant, ou en l'absence d'accord, à une modification unilatérale par le maître de l'ouvrage.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de [l'article 50 du CCAG-Travaux](#).

ARTICLE 10. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

En plus de ce qui est prévu à [l'article 6 du CCAG Travaux](#), le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans [l'arrêté du 19 mai 2020](#) relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère des armées.

En application de ce texte, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprises sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :
 - au chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous plan de prévention,
 - au coordonnateur SPS,
 - au maître de l'ouvrage.

Une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.

Par ailleurs, le titulaire informe également **trimestriellement** :

- l'organisme utilisateur,
- le coordonnateur SPS,
- le maître de l'ouvrage,
- et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,

du nombre d'heures de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus, **en rapport avec l'exécution du présent marché**.

Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au maître de l'ouvrage une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

ARTICLE 11. CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

11.1. Insertion par l'activité économique

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales

11.2. Clause environnementale

11.2.1. Utilisation de bois certifié

Le titulaire garantit que le bois qu'il utilise dans le cadre du présent marché est issu d'exploitations forestières engagées dans un processus de gestion durable selon tout ou partie des exigences suivantes. Ces exigences ne concernent que la dimension environnementale de la gestion durable des forêts qui garantit :

- la diversité biologique des forêts,
- leur capacité de régénération,
- leur vitalité,
- leur capacité à satisfaire actuellement, et pour l'avenir, la fonction écologique pertinente au niveau local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes.

Le titulaire s'engage, pour chaque produit contenant du bois, à apporter la preuve au maître d'œuvre, ou son représentant, lors de la remise des documents pour visa du maître d'œuvre, que les produits utilisés répondent aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

Ces justificatifs peuvent prendre l'une et/ou l'autre des formes suivantes :

- une attestation émise par le producteur sous contrôle d'un organisme tiers indépendant garantissant la gestion juridiquement régulière de l'exploitation du bois ou, le cas échéant, une licence délivrée par le pays d'origine attestant cette régularité. Cette licence doit faire l'objet d'un contrôle effectué selon les modalités prévues dans la cadre d'accords internationaux,
- un certificat attestant que le bois utilisé dispose d'une marque nationale ou internationale garantissant une gestion durable des forêts dont il est issu. L'octroi de cette marque doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués auprès du titulaire, par un organisme indépendant. Il sera possible au candidat de produire le label PEFC ou le label FSC s'il en est détenteur,
- un document attestant que le bois est issu d'une forêt bénéficiant d'un plan d'aménagement ou d'un plan de gestion validé par les autorités compétentes. L'application de ces plans doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par un organisme tiers indépendant disposant d'une expérience forestière,
- un document attestant l'adhésion de l'exploitant à un code de bonnes pratiques, adhésion par laquelle il s'engage à acquérir du bois provenant de forêts dont l'exploitation et la gestion sont juridiquement régulières et durables. Cet engagement doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par une tierce partie indépendante,
- ou tout autre moyen de preuve approprié attestant que les produits proposés par le soumissionnaire proviennent de sources présentant les garanties attendues en termes de régularité juridique et de gestion durable des forêts.

Quel que soit le ou les justificatifs produits, les informations minimales suivantes doivent être indiquées :

- pays d'abattage du bois,
- nom usuel de l'essence,
- nom, raison sociale et adresse du fournisseur du bois brut.

Le titulaire s'engage, **chaque fois que le maître d'œuvre, ou son représentant, le demande par Ordre de Service**, d'apporter la preuve dans un délai de **quinze (15) jours** que le bois mis en œuvre sur le chantier ou que les produits contenant du bois tels que définis au CCTP répondent bien aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un bon de livraison indiquant clairement l'origine durable du bois.

Le non-respect de cette obligation entraîne l'application des pénalités prévues au **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCAP.

En cas de mise en œuvre de bois ou de produits en bois ne répondant pas aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus, le titulaire devra se mettre en conformité, notamment par le remplacement des ouvrages concernés.

11.2.2. Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux

Les entreprises devront mettre à disposition, les informations disponibles sur les risques d'émissions de fibres et particules cancérigènes classées CMR1 – Cancérigène/Mutagène/Reprotoxique **prouvé** pour l'homme, et CMR2 – Cancérigène/Mutagène/Reprotoxique **probable** pour l'homme, des produits et matériaux utilisés dans l'opération et en contact avec l'air intérieur des logements, tout en respectant l'arrêté DEVP0908633A du 30 avril 2009 relatif aux conditions de mise sur le marché des produits de construction et de décoration contenant des substances cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques de catégorie 1 ou 2.

En présence de laines minérales, elles sont certifiées EUCEB, certification garantissant que les productions de laines minérales des industriels européens répondent bien aux critères d'exonération de cancérigénicité définis par la directive européenne 97/69/CE.

De façon générale, tous les produits à mettre en œuvre devront respecter la classe d'émission A+ de l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction, de revêtement de mur et de sol, des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.

Le titulaire s'engage, lors de la remise, pour visa du Maître d'Œuvre, des fiches techniques des matériaux et produits, à apporter la preuve que les produits utilisés répondent aux présentes spécifications. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

11.2.3. **Certificats d'Economies d'Energie (CEE)**

Sans objet.

11.2.4. **Schéma d'Organisation et de Gestion des Déchets (SOGED)**

Conformément à l'[article 36.2.1 du CCAG travaux](#), pour tous les travaux susceptibles de produire des déchets, le titulaire établira un schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED).

Ce document décrit l'organisation technique de la gestion des déchets, dans lequel sont précisément décrites les mesures prises pour une bonne gestion des déchets (sensibilisation du personnel, tri prévu, logistique, traçabilité, filières de valorisation ou d'élimination).

En l'absence de production du document, et après une mise en demeure, avec délai de réponse sous 15 jours, infructueuse, une pénalité de **150 €** par jour de retard pourra être appliquée.

11.2.5. **Registre des déchets**

Mensuellement, en phase travaux, ainsi qu'à la fin de l'exécution, le titulaire devra remplir et transmettre le Registre des déchets, actualisé à chaque nouvelle transmission ([annexe 8 du présent CCAP](#) et modalités à l'[article 6.2.6.3 du présent CCAP](#)).

Le registre final est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE) (voir [article 5.2](#) (délai) et [6.2.6.3](#) (modalités) [du présent CCAP](#))

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément au [8.2.4 du présent CCAP](#).

11.2.6. **Présentation des livrables**

Tous les documents mis à disposition du RPA seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

ARTICLE 12. COORDINATION DES ACTIVITES DU SITE

Voir l'annexe [IQS_CDT_N_02_Organisation pour la coordination des activités de la base](#) » (disponible dans le dossier « [DCE_DR_7210-7318_CCAP_Annexes DR](#)») précise les règles applicables en la matière.

ARTICLE 13. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les résultats issus du présent marché étant catégorisés comme confidentiels, la cession des droits de propriété intellectuelle au maître d'ouvrage est une cession à titre exclusif, conformément à l'article 48.2.1 du CCAG. En conséquence, le titulaire ne peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

ARTICLE 14. DIFFERENDS ET LITIGES

14.1. Décompte général refusé ou avec réserves

En dérogation de l'[article 12.4.3 du CCAG travaux](#) relatif au décompte général :

Si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire en réclamation qui précise le montant des sommes dont il revendique le paiement et qui fournit les justifications nécessaires en reprenant, sous peine de

forclusion, les réclamations déjà formulées antérieurement et qui n'ont pas fait l'objet d'un règlement définitif ; ce mémoire doit être remis au maître d'œuvre dans un délai de trente (30) jours. Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à [l'article 55 du CCAG travaux](#).

14.2. Mémoire en réclamation

1. Lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du Maître d'ouvrage du marché ou le rejet implicite de sa demande, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de trente (30) jours, le faire connaître par écrit au Maître d'ouvrage en lui faisant parvenir, le cas échéant, aux fins de transmission au maître de l'ouvrage, un mémoire complémentaire développant les raisons de son refus.

Si un différend survient directement entre le Maître d'ouvrage et le titulaire, celui-ci doit adresser un mémoire en réclamation à ladite personne aux fins de transmission au maître de l'ouvrage.

[Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG travaux](#), après avis du maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage notifie au titulaire sa décision motivée dans un délai de soixante (60) jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

2. La décision à prendre sur les différends prévus ci-dessus appartient au maître de l'ouvrage.

Si le titulaire ne donne pas son accord à la décision prise, les modalités fixées par cette décision sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures contentieuses.

[Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG travaux](#), lorsque le Maître d'ouvrage n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à une demande du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de soixante (60) jours à compter de la notification de la décision du Maître d'ouvrage ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au directeur central du service d'infrastructure de la défense (avec copie adressée au Maître d'ouvrage), un mémoire complémentaire, développant les motifs de sa contestation, à l'adresse suivante :

Direction centrale du service d'infrastructure de la défense
Département stratégique et pilotage de l'achat d'infrastructure
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure
3 rue de l'indépendance américaine
CS 80601
78013 VERSAILLES CEDEX

La décision relative au règlement de ce différend appartient au DC, qui dispose d'un délai de quatre-vingt-dix (90) jours pour étudier la réclamation du titulaire.

Si le titulaire n'accepte pas la décision du DC, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées [aux articles 55.3 et 55.4 du CCAG travaux](#).

[Par dérogation aux articles 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2 du CCAG travaux](#), les parties ne pourront pas avoir recours à la conciliation ou à l'arbitrage.

14.3. Droit applicable

Le présent marché est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative au marché, et sans préjudice des dispositions de [l'article 55 du CCAG Travaux](#), la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Rennes (35) :
3, Contour de la Motte - CS 44416 - 35044 Rennes Cedex
Tél : 02 23 21 28 28

14.4. Mission ministérielle PME/PMI

Le Ministère des Armées dispose d'une structure de médiation constituée par la mission PME. Le titulaire pourra éventuellement bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 01 42 19 84 02 - Courriel : missionministerielle.pme@defense.gouv.fr

ARTICLE 15. DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC « E-ATTESTATION »

15.1. Présentation du dispositif « e-Attestation »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

« e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

15.2. Documents à produire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 16 (Résiliation) du présent CCAP.

ARTICLE 16. RESILIATION DU MARCHE

Les dispositions des articles L. 2195-1 à 2195-6 / (MDS) L. 2395-1 à L. 2395-2 du code de la commande publique s'appliquent.

Les cas de résiliation sont également décrits aux [articles 49 et 50-du CCAG Travaux](#).

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché/accord-cadre, une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 mois ([articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail](#)).

Il doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

En cas de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché/accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire du marché/accord-cadre, le maître d'ouvrage ou son représentant peut résilier le marché/accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

En cas de résiliation du marché, le décompte de liquidation, établi en application de l'article 51.2 du CCAG travaux, pourra être signé de manière électronique.

ARTICLE 17. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG TRAVAUX
2	4.1
2.3	4.1
3.2	3.8 et 3.8.2
4.1.1	10.1
4.3.1	9.4.2
4.5.2	12.2
4.5.3	12.1.8 et 12.2.2
4.5.4	12.3.2
4.5.5	12.4.2 et 12.4.4
4.6.2	14.4.2 et 14.4.3
6.3.1	28.2.2
6.3.2	29.1.5 – alinéa 3
6.3.4.7	31.3
6.3.5.3	34
7.1	41.3
7.9	8.1.3
8.3	19.2

14.1	12.4.3
14.2	55.1.2, 55.1.4, 55.2.1 et 55.2.3 alinéa 2

PROJET